GENEVE

Année XXXVII - N° 965 - 30 JANVIER 1937

LE RÉVEIL anarchiste

Politique mondiale : Avances aux fascismes et reculs des démocraties

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX Le Réveil, No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE Abonnement : Une année, fr. 5.— Six mois, fr. 2,50

Franche canaillerie et piteuse hypocrisie

S'il est une affaire simple, claire, évidente, c'est bien celle de l'intervention italo-allemande en Espagne, et l'on se demande par quelle noire trahison ou incroyable sottise la fameuse Commission de non-intervention a été instituée à Londres.

Hitler et Mussolini ont pu se cacher avant le 19 juillet, mais depuis il faut reconnaître qu'ils ont joué franc jeu et crié et fait crier sur les toits qu'ils n'admettront point que la guerre d'Espgane se termine autrement que par la victoire de Franco.

Laissons de côté les intrigues allemandes et italiennes avant le pronunciamiento, dûment établies par une foule de documents aux mains du gouvernement espagnol.

Dès les premiers jours fin juillet 1936, Franco trouve une protection visible dans les marines et les avions de guerre allemands et italiens promptement accourus. La presse dirigée fasciste et naziste prend ouvertement position pour les généraux factieux. Tout un matériel de guerre leur est envoyé au su et au vu de tout le monde — sauf des consuls anglais et français — et une campagne de diffamation odieuse contre le peuple espagnol et d'apologie éhontée de la trahison militariste est déclenchée.

M. Blum, voyant tout cela, dit et répète: « Poursuivons notre œuvre de non intervention d'accord avec toutes les puissances! » Lesquelles puissances lui font l'honneur d'adhérer à sa Commission de non intervention, afin de se moquer agréablement de lui, faire traîner toute proposition en longueur, répondre avec réserves, cependant que nul contrôle n'existant, Hitler, Mussolini et Salazar n'en font qu'à leur guise.

L'intervention italo-allemande en Espagne s'accentue à un tel point qu'il n'est plus possible de la nier. N'importe, M. Blum se flatte de la faire cesser pour l'avenir. Les déclarations officielles de l'Allemagne et de l'Italie qu'en aucun cas ils toléreront une république bolcheviste en Espagne — entendez simplement démocratique — ne le troublent point, bien que cela implique une intervention à fond, avec tous les moyens, contre le gouvernement espagnol.

Vint ensuite la reconnaissance de la Junte de Burgos et l'expulsion de Berlin et de Rome des ambassadeurs espagnols. M. Blum trouve que la non-intervention a fait un considérable progrès et que c'est plus que jamais le cas de proposer la neutralité à ceux qui viennent de prendre parti, par un véritable acte d'hostilité.

Les forces militaires fascistes en Espagne s'étant épuisées, Italie et Allemagne envoient alors des bataillons et des régiments entiers, qui ne peuvent pourtant pas débarquer incognito, avec leur matériel complet de guerre. Les navires italiens lancent des torpilles aux navires espagnols. Le fait est irréfutablement prouvé. M. Blum pense que c'est moins que jamais le cas de s'émouvoir et s'entend toujours entièrement avec M. Eden pour la non-intervention.

Là-dessus viennent se greffer le *gentlemen's agreement*, chef-d'œuvre d'engagement conditionnel qui n'engage à rien, et es déclarations d'Italie et d'Allemagne de ne poursuivre aucune visée territoriale. Il leur suffit en effet de poursuivre, coûte que coûte, la victoire de Franco, et de cela elles ne se cachent pas le moins du monde pour avoir la domination non pas sur tel ou tel territoire, mais sur l'Espagne entière et toutes ses colonies. M. Blum ne se réjouit pas moins hautement des assurances reçues et y voit une victoire de sa politique de paix. M. Eden le félicite plus que jamais de son génie d'homme d'Etat.

Une offensive plus meurtrière que les précédentes, faite presque exclusivement par des troupes allemandes, avec matériel allemand, est déclenchée contre Madrid. M. Eden se hâte de faire voter par le Parlement anglais une loi frappant les volontaires, M. Blum en France l'imite aussitôt.

M. Franco, bien que n'étant pas reconnu comme belligérant, fait arraisonner des navires et l'Allemagne l'aide en cette besogne. Un navire russe est même coulé. Hommes et biens sont entièrement perdus. Angleterre, France et la Commission de non-intervention trouvent la chose normale.

Le Maroc espagnol connaît une véritable invasion allemande, avec main-mise économique, contraire au traité franco-espagnol, en attendant l'annexion politique. Paris et Londres paraissent au premier abord s'en soucier, mais ne tardent pas à se dire que pour le moment rien n'est définitif et qu'il faut attendre de se trouver en présence du fait accompli pour le reconnaître, comme ce fut le cas pour l'Ethiopie.

Mais à quoi bon continuer cette irritante énumération? Disons simplement que l'Italie et l'Allemagne non seulement sont intervenues officiellement contre la République espagnole, mais ont déclaré vouloir le faire jusqu'à la victoire complète de Franco.

Là-dessus, France et Angleterre leur proposent toujours la non-intervention.

—o—

Que conclure de tout cela? Le spectacle, s'il n'était pas tragique, serait comique. C'est le cas de celui qui répéterait toujours une chose et continuerait à la faire, cependant que son partenaire lui ressasserait: « Ah! je vois bien que tu es d'accord de ne rien en faire! » Un revuiste aurait là matière à une scène de folle gaîté.

En attendant, des milliers d'hommes meurent et des millions vivent une vie d'enfer. MM. Eden et Blum se félicitent réciproquement d'en être là et posent en sauveurs de la paix, même si la guerre continue à sévir avec toujours plus d'intensité et de dangers d'extension. Qu'attendent-ils ? L'écrasement du peuple espagnol, avec un massacre dépassant tout ce que l'histoire a jamais vu jusqu'ici? Il est permis de se le demander.

Chaque jour des envois de troupes et d'armes en partance d'Allemagne et d'Italie sont signalés, la première armée de Franco ayant été mis presque entièrement hors de combat. L'Espagne révolutionnaire doit malheureusement commencer par vaincre une guerre d'indépendance nationale.

La presse immonde de Romandie n'en continue pas moins à parler de « nationaux ». En effet, Franco a avec lui des nationaux marocains, des nationaux portugais, des nationaux allemands, des nationaux italiens, des nationaux de bien d'autres pays encore. Ce sont tous des nationaux d'une nation quelconque et ils n'ont donc pas volé leur nom !

Nos camarades espagnols ont perdu toute confiance en les soi-disant « grandes démocraties » de France, d'Angleterre et des Etats-Unis. *Solidaridad Obrera* dénonce avec raison leur trahison. Oui, trahison, car tout en proclamant la non-intervention, d'une part ils sont intervenus contre la République espagnole par un boycott odieux, d'autre part, ils ont toléré l'intervention ouverte en faveur d'un Etat membre de la S. d. N. contre un autre Etat, également membre, sans lui reprocher une telle agression. Plus de sanctions pour l'agresseur, mais pour la victime de l'agression, voilà à quel degré d'ignominie les grands hommes d'Etat sont tombés.

La chose n'est pas pour nous étonner, nous anarchistes, mais elle n'en est pas moins un renversement épouvantable de toute règle morale, un défi à la foi publique, une approbation au brigandage et à la piraterie exercés contre tout un peuple.

Tout cela étant dûment prouvé, c'est peine perdue que de suivre les tiraillements diplomatiques, dont la presse veut bien nous parler. L'attitude nette et précise de l'Allemagne et de l'Italie ne saurait plus laisser le moindre doute. D'autre part, France et Angleterre jouent une même comédie louche laissant durer le mal sous prétexte de ne pas l'aggraver.

Que nous reste-t-il à faire?

Exiger que disparaisse tout boycott contre l'Espagne antifasciste ;

soulever l'opinion publique contre l'attitude équivoque d'une non-intervention qui reste à sens unique ;

faire comprendre l'importance de la lutte antifasciste en Espagne et déployer tous nos efforts pour l'aider ;

fournir tout ce que nous pouvons fournir en aide matérielle et morale à nos camarades espagnols ;

préparer la résistance la plus décidée aux tentatives fascistes qui ne tarderont point à se déclencher un peu partout ;

étudier toutes les formes de solidarité active propres à assurer et hâter la victoire de la révolution espagnole.

L. BERTONI.

Quelques aveux

Enregistrons-les, tout en étant certains qu'il n'y aura rien de changé dans le syndicalisme, jusqu'au jour où une vague de fond viendra le soulever ou le submerger.

C'est dans *Le Travail* que nous lisons ceci :

Les dernières années de la crise furent, au point de vue syndical, des années passives, consacrées à la répartition, aux populations chômeuses, des secours accordés avec le concours des subventions fédérales, cantonales et communales.

Quelques corporations, particulièrement disciplinées, purent maintenir, à peu près, des conditions de salaires normales.

Mais ces cas sont relativement rares, et l'on doit reconnaître, franchement, que toute action, sinon offensive, tout au moins défensive, tendant à améliorer, même à simplement maintenir des barèmes raisonnables en ce domaine, se révéla impossible.

Hélas! la passivité ne date pas seulement de la crise; elle l'a précédée et ceux qui ont cherché à la combattre se sont vus malmenés par les hommes providentiels des « puissantes » organisations.

Ecoutons encore :

Le véritable rôle de l'organisation de métier va reprendre toute son importance primitive. Propagande, résistance opposée aux offensives dirigées contre les droits du travailleur.

Les préoccupations d'ordre bureaucratique, entraînant de par leur accroissement une certaine lassitude parmi la masse, un isolement des sphères dirigeantes, devront être remplacées par l'étroite communion unissant membres et militants en bataillons prêts au combat.

Ce ne sera pas un mal, de beaucoup s'en faut. La lutte est nécessaire pour entretenir la valeur et la souplesse d'une œuvre collective, supprimer la stagnation, mettre les responsabilités à l'épreuve.

Pour le moment nous ne constatons malheureusement aucune reprise. Et pourtant quelles offensives contre tous les droits des travailleurs !

Des bureaucrates sont très rarement des militants et nous ne les voyons pas bien décidés à se jeter dans la mêlée. Les membres aussi font surtout preuve d'une prudence peureuse, qui les laisse à la merci des pires entreprises fascistes.

Les avantages de la lutte sont fort bien soulignés, mais il n'y a pas, bien entendu, que des avantages et pour braver les risques sans lesquels il n'y a pas lutte à vraiment parler, il faut envisager autre chose que des questions de salaires. La presque indifférence du monde ouvrier pour les affaires d'Espagne, surtout si nous la comparons avec l'intéressement que d'autres questions, futiles celles-là, peuvent parfois provoquer, n'est pas pour nous rassurer. Il s'est trouvé des millions d'hommes pour courir le risque de perdre la vie; mais combien d'hésitations avant de courir celui de perdre une place! Quelle vague prolétarienne la révolution d'Espagne aurait dû faire déferler sur le monde, tandis que c'est la vague fasciste qui nous menace de toutes parts !

Mais où sont les neiges d'antan ?

Le Conseil fédéral, par un décret du 7 mars 1899, expulsait du territoire de la Confédération suisse MM. Ettore Jotti, Eugenio Ciacchi et Francesco Speroni, membres de la Commission exécutive de l'Union socialiste de langue italienne en Suisse, à la suite d'un manifeste publié par ladite Union à l'occasion des faits survenus en Italie en mai 1898.

A cette occasion, le jeune M. Motta prononçait au Conseil national le 18 décembre 1899, les paroles suivantes :

Je ne dirai pas que je souscris, sans réserve, à toutes les phrases et à toute la façon de penser de la Commission de l'Union socialiste de langue italienne en Suisse, mais je ne tairai pas non plus que les mesures politiques prises par le gouvernement **italien, après les événements** sanglants de mai 1898, remplirent de stupeur tous ceux qui, en Europe et en Italie même, professent le culte des libertés publiques. La critique en question était donc justifiée.

Que si le Conseil fédéral admet pour l'étranger le simple droit de propagande sans le droit de réunion, j'estime que celui-ci est le corollaire naturel de celui-là.

Le citoyen étranger doit jouir, en Suisse, des mêmes libertés, des mêmes franchises, des mêmes droits que le citoyen suisse. Ce qui est licite à celui-ci est, dans les limites de la loi, licite également à celui-là.

Parce que dans la marche de la civilisation universelle vers un grand but de justice, il n'y a ni étrangers, ni nationaux, mais uniquement des hommes, au sens le plus élevé du mot.

La Suisse a le droit de réprimer le désordre, de combattre la révolution, elle a le devoir de sauvegarder les bonnes relations internationales, mais elle n'a pas le droit de supprimer la liberté de discussion, elle n'a pas le devoir de défendre les gouvernements contre le progrès inéluctable des idées démocratiques.

Je n'entends pas exprimer un blâme au Conseil fédéral dont je comprends, jusqu'à un certain point, l'attitude, mais, en votant le postulat, j'exprime la conviction que le droit d'asile, comme il est compris par la majorité de la Commission et appliqué par le Conseil fédéral, n'est qu'une mesure de clémence, alors qu'il est et qu'il devrait être un grand et fécond élément de civilisation internationale.

Le droit d'asile ne constitue pas seulement l'asile accordé aux personnes, mais l'asile accordé aux idées.

Je défends la cause des principes idéaux qui ne sont pas les miens. Mais je ne puis oublier que la justice politique est régie par la règle chrétienne: ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse...

—o—

Ce discours d'un député de la droite catholique permet de constater tout le chemin à rebours parcouru depuis bientôt une quarantaine d'années. Il est vrai de dire que le fascisme n'était pas encore inventé et qu'il était alors reconnu à tout citoyen suisse, sinon étranger, le droit de se prononcer librement sur les événements se déroulant dans les pays qui nous environnent.

Or, ce droit est encore pleinement reconnu, pourvu qu'il s'agisse de feuilles fascistes attaquant des gouvernements de Front populaire, contre lesquels il est aussi permis d'invoquer des émeutes de la rue, dont la préparation peut compter sur « le commerce libre des armes en Suisse » !

LE JOURNAL EST EN VENTE

A GENEVE

Librairie Mégevand, rue de Carouge, 3.

32, Rue Rousseau.

A LA CHAUX-DE-FONDS

A. Luthy, magasin de tabacs, rue du Versoix.

Ce que veut la situation

Nous croyons nécessaire d'insister avec nos camarades français sur un désaccord qui s'est manifesté entr'eux et nous depuis la guerre à l'Ethiopie. A ce moment-là, sous prétexte de ne pas faire le jeu des impérialismes anglais et français, ils se sont trouvés d'accord avec les fascistes pour dénoncer à qui mieux mieux le danger d'une guerre européenne et laisser Mussolini entièrement libre d'écraser l'Ethiopie. Or, les impérialismes anglais et français n'entendaient nullement s'affirmer et en fait de jeu, ils ne voulaient pas en jouer un qui pût nuire au fascisme. C'est ainsi qu'ils ont renoncé à faire valoir le fameux traité tripartite qui partageait l'Abyssinie en trois zones, réservées respectivement à l'Italie, la France et l'Angleterre. Tout le morceau a été laissé sans la moindre opposition et condition à Mussolini. Nos camarades français auraient dû en conclure que les fameux intérêts impérialistes venaient après les intérêts fascistes.

L'impérialisme c'est avant tout la ploutocratie ; or, celle-ci est éminemment internationale et peu lui importe que tel ou tel territoire soit sous l'une ou l'autre domination, pourvu qu'elle y trouve un emploi avantageux de ses capitaux. C'est ce que le *Journal de Genève*, cité par nous dans notre dernier numéro, s'est chargé de noux expliquer à propos d'un envahissement éventuel du Maroc espagnol par l'Allemagne.

Les anciens impérialismes voient tous dans le fascisme leur salut et partant non seulement ils ne feront rien contre lui, mais n'hésiteront pas à l'appuyer tous plus ou moins ouvertement. Voilà où en est la situation mondiale.

Aujourd'hui nos camarades français continuent à répéter, en présence de la guerre italo-allemande contre l'Espagne : pas d'union sacrée, pas d'impérialisme, pas de guerre. Fort bien, mais pratiquement que signifie tout cela ? Indifférence devant l'expansion mondiale du fascisme par les armes, abandon des Baléares, du Maroc espagnol et des Canaries à Hitler et Mussolini, continuation du boycott de l'Espagne.

Nous voyons d'ici nos camarades français sursauter d'indignation : Comment n'est-ce pas nous qui demandons à tous de manifester avec le mot d'ordre « levée du blocus » ?

Oui, c'est bien vrai, mais il faut être logique et faire valoir toutes les raisons, nous disons bien toutes, qui peuvent servir à un but déterminé, aider la République espagnole. Or, parmi ces raisons il y a la crainte d'un encerclement de la France, la perspective d'une Espagne fasciste alliée aux autres Etats fascistes, afin de poursuivre la fascistisation du monde.

Sous prétexte de combattre l'union sacrée va-t-on écarter, nier ces arguments pour venir en aide à nos amis espagnols ? Voici, par exemple, *le Libertaire* qui dément l'envahissement allemand au Maroc, alors qu'il est admis par les fascistes mêmes, sauf à le présenter sous un aspect innocent. Serait-ce donc aider l'Espagne révolutionnaire que d'accepter l'abandon à la domination italienne et allemande des Baléares, des Canaries et du Maroc espagnol ? Et faudrait-il maudire l'impérialisme y mettant le holà ?

La raison donnée au boycott de l'Espagne a toujours été celle d'éviter une guerre, si bien que tous ceux qui se plaisent à agiter l'épouvantail de la guerre favorisent le maintien de ce boycott. L'anarchisme, comme le pacifisme, consisterait-il à s'en laver les mains, autrement dit à prôner la non intervention en faveur de l'antifascisme, tout en laissant se développer, sans opposition aucune, l'intervention fasciste ?

Sans doute non ; mais alors il ne faut rien combattre de ce qui peut représenter aide aux révolutionnaires espagnols et entrave aux entreprises fascistes. Prenons exemple sur ce qui se fait dans le camp ennemi, où tout ce qui peut servir à la victoire de Franco est admis d'emblée.

Nous savons bien qu'une question simple et claire en elle-même a été singulièrement embrouillée surtout par l'attitude équivoque du bolchevisme, mais cela n'aurait pas dû empêcher nos camarades de voir la situation réelle. Et celle-ci exige:

1° La possibilité pour le gouvernement espagnol de se fournir de tout l'armement nécessaire, conformément au droit international.

2° Aucune opposition à toute mesure prise contre l'invasion italo-allemande qui menace l'indépendance nationale même du peuple espagnol, en dénonçant faussement un impérialisme qui pour le moment laisse tout faire, comme précédemment en Abyssinie.

3° Faire nous-mêmes tout ce que nous pouvons en matière de secours et contre l'empoisonnement de l'opinion publique.

L. BERTONI.

Un peu de tout

Les catholiques espagnols.

Le grand écrivain et historien hollandais Dr Brouwer, catholique fervent, connaît bien l'Espagne pour y avoir été chaque année procéder à des investigations devant servir à ses travaux. Il s'y trouvait lorsque la rebellion éclata et, d'instinct, était prêt à accorder sa sympathie au mouvement de Franco. Mais les faits lui ont dessillé les yeux. Après avoir rappelé entre autres que les rebelles fusillèrent au début trois mille personnes à Valladolid, quatre mille à Saragosse et qu'à Burgos les fusillades n'ont jamais cessé, il en vient au triste rôle joué par l'Eglise catholique :

L'Eglise est pleinement d'accord avec les rebelles. Il y a là quelque chose que je ne puis comprendre, qu'aucun catholique sincère et conscient des lois de sa religion ne pourra comprendre. Songez donc! se ranger contre le peuple, contre les pauvres et en faveur de ceux qui se servent des hordes arabes contre leur propre patrie; de ceux qui préconisent le paganisme barbare des nazis et cette déification de l'Etat, véritable atteinte à la souveraineté divine, véritable hérésie du fascisme italien!... J'ai entendu l'évêque de Madrid haranguer les fidèles après une messe solennelle et les exciter à prendre les armes contre le gouvernement. J'ai vu baptiser des tanks, comme si une cérémonie religieuse et le nom du Christ pouvaient être associés à ces engins de mort. On avait l'audace de les appeler Vierge du Carmel, Vierge de ceci ou de cela... *Ce serait risible si l'on ne se trouvait en présence d'un véritable sacrilège. Enfin nombreux sont les curés et dignitaires ecclésiastiques qui ont pris les armes et prêchent l'extermination de l'adversaire.*

Soulignons encore, à l'intention de tous les *Courrier de Genève*, que l'auteur de ces lignes n'est pas un sans-Dieu, mais un catholique pratiquant. Alors nous pouvons nous demander ce qu'il fait dans cette Eglise qui, reposant sur les dogmes et l'absolutisme, ne peut que se ranger du côté des tyrans. Il y a là une certaine contradiction qui vaut également pour les prêtres et chefs catholiques espagnols qui n'ont pas suivi le mouvement rebelle.

Les faits ci-dessous ne sont pas rapportés par un journal de Frente popular, mais par la journal clérico-fasciste de Bordeaux, la *Liberté du Sud-Ouest :*

Un de nos amis signale à notre intention que parmi les passagers du Galerna *qui furent fusillés par les nationaux se trouvait le journaliste basque José de Aristimuno. Celui-ci était prêtre et jouissait d'une grande estime dans le diocèse.*

Nous avons relevé ces lignes parce qu'elles nous permettent de remarquer que le *Courrier de Genève* se garde bien de renseigner ses lecteurs sur ce côté de l'œuvre « civilisatrice » et « nationale » de ses amis rebelles.

Menteur et mal qualifié.

On sait qu'un accord est intervenu entre l'Angleterre et l'Italie au sujet de la Méditerranée. Pour justifier son intervention en Espagne, laquelle serait, par les visées qu'elle poursuit, en contradiction avec le dit accord, Mussolini n'a pas craint de recourir à un grossier mensonge. En termes diplomatiques, M. Eden l'a relevé à la Chambre des communes et le grand journal libéral anglais *Manchester Guardian* écrit :

Lorsque Mussolini affirme, comme il l'a fait dans l'interview accordée au Vœlkischer Beobachter, *qu'un Etat soviétique en territoire espagnol menacerait le* statu quo *en Méditerranée tel que le garantit l'accord anglo-italien, il affirme quelque chose de faux.*

Après bien d'autres, ce fait démontre le degré de moralité du dictateur italien.

Dans la même interview, Mussolini s'est livré à de violentes attaques contre la démocratie. Si ces attaques n'ont pas été relevées par nos journalistes « nationaux », il n'en a pas été de même pour la presse française non empoisonnée par l'esprit de dictature. Albert Bayet n'y va pas par quatre chemins :

Dans une déclaration retentissante, M. Mussolini a signifié au monde qu'il tenait les démocraties pour des « foyers de corruption ».

Cette déclaration voudrait être insultante; mais on nous permettra de répondre que n'insulte pas qui veut.

Quand on a été tour à tour propagandiste socialiste, puis apôtre de l'antimarxisme quand on a sur les mains le sang de Matteotti et le sang du peuple éthiopien, on est mal qualifié pour se poser en juge.

Les larbins de notre presse « démocratique » peuvent en prendre de la graine.

L'objectif pédant.

M. Tony Roche fait de la politique étrangère à la *Tribune de Genève*. Ses articles sont généralement des vraies salades, des exercices de style, après la lecture desquels on a souvent de la peine à discerner ce qu'il veut dire. Dans son délayage du 21 courant sur le Pacte à quatre rêvé par Mussolini — et dont le succès... d'estime qu'il remporta alors fait le désespoir de Tony — il nous sert un exposé qui n'est qu'une suite de louanges à l'adresse du dictateur romain et, par contre, un éreintement de la politique étrangère de la France, à laquelle il souhaite un nouveau gouvernement.

Nous nous garderons de suivre le pédant du quotidien genevois. Mais nous ne pouvons résister à l'envie d'épingler deux passages de son article.

Le premier nous montrera avec quelle honnêteté le rédacteur de la *Tribune* explique les raisons des interventions italienne et allemande en Espagne :

La guerre civile éclata en Espagne; la tentative de bolchevisation de la péninsule ibérique provoqua les réactions de Rome et de Berlin; on sait le reste.

Or l'auteur de ce passage sait pertinemment — et s'il ne le savait pas, ce ne serait qu'un ignorant — qu'au moment de la rebellion des généraux félons le gouvernement espagnol était composé exclusivement de bourgeois. Il ne pouvait donc être question de « bolchevisation ». On ne saurait nier que la rebellion a été préparée d'entente avec les gouvernements fasciste et hitlérien. On peut ainsi estimer à sa juste valeur l'« objectivité » de M. Tony Roche.

Le faible de M. Tony Roche est de poser, de faire la leçon, de distribuer des conseils. Il a surtout la modestie de saisir n'importe quelle occasion pour apprendre aux lecteurs qu'il « a des lettres ». Or voici le deuxième passage de son article dont nous parlons plus haut, et qui a trait aux « Conditions de la paix ». Savourez le charabia :

Il ne se relève donc pas de raison majeure de se résigner à passer sous les fourches caudines allemandes, ce qui est l'éventualité redoutable dans un entretien à quatre, qu'il serait souverainement imprudent de nouer s'il devait conduire à un fiasco, et qui ne saurait aboutir à quelque chose de positif qui ne fût, en même temps, vu la distribution présente des cartes entre les joueurs, le résultat d'une docilité trop grande, et par là périlleuse dans un proche avenir, aux exigences allemandes, qui commencent à devenir excessives.

Qui osait prétendre que, en fait de charabia, Eugène Fabre ne trouverait jamais son maître !

A propos d'une expulsion.

Nous lisons dans La Lumière, *le grand hebdomadaire radical français :*

Le gouvernement suisse, à la demande du nouveau gouvernement réactionnaire du canton de Genève, a décidé d'expulser M. Carlo A Prato, un des rédacteurs en chef du *Journal des Nations*, exilé italien, ancien chef de cabinet du comte Sforza, journaliste de grand talent et d'une probité au-dessus de tout soupçon. Carlo A Prato qui réside en Suisse depuis l'avènement du fascisme en Italie, ne s'est à aucun moment immiscé dans la politique intérieure de la Confédération helvétique. Ses articles qu'il consacre, quotidiennement, dans le *Journal des Nations* aux problèmes internationaux, comptent parmi les meilleurs qu'on trouve dans la presse européenne.

Depuis des années Mussolini a demandé au gouvernement helvétique d'interdire à Carlo A Prato le séjour à Genève. Enfin il est parvenu à atteindre son but.

Tous ceux qui ont gardé un sentiment de solidarité avec les hommes courageux qui ont préféré l'exil à l'esclavage, ressentiront la mesure prise par le gouvernement de Berne, comme une véritable honte !

Le frère catholique.

Les communistes français ne désespèrent pas d'arriver à faire comprendre aux calotins l'avantage d'une entente entre catholiques et bolchevistes. Malgré les rebuffades du pape, Vaillant-Couturier tend la main à ses « amis catholiques ». Et à défaut du Saint-Siège, il évoque l'autorité d'un Révérend Père au cours d'un article de l'*Humanité :*

Comme il serait nécessaire que passât sur les paroisses de France ce souffle de sincérité et de vérité qui se dégage de l'article du Père Fessart encourageant le catholique à accepter « sans compromission de doctrine » la main tendue par le communisme. Le Père Fessart écrit :

« Que le catholique profite de tout contact pour rappeler aux révolutionnaires que la condition essentielle de tout rapprochement entre croyants et incroyants, entre catholiques et communistes, est d'abord de chercher celui-ci dans la pureté d'intentions et l'absolue sincérité! De la loi écrite au cœur de l'homme, la loyauté en effet est l'assise fondamentale, est la pierre d'angle de toute union, tandis que mensonge et duplicité sont aux principes de toute division. »

C'est bien là ce que nous pensons, nous, laïques et communistes.

Et parce que nous pensons cela, nous faisons appel à la loyauté de ceux qui, catholiques, veulent sincèrement la paix entre tous les hommes de bonne volonté, entre tous les hommes qui entendent sincèrement soulager les misères et désarmer la haine, entre tous les hommes qui repoussent le bas matérialisme de l'argent et qui, en défendant l'homme et sa conscience, défendent l'esprit.

Il ne manque plus que l'hommage à la Vierge !

Militarisation de la jeunesse.

Plus de dix-huit ans après celle qui devait être la dernière guerre, on tend un peu partout, et sous des formes diverses, à militariser la jeunesse. Ne parlons pas des régimes fascistes, qui ne peuvent se maintenir que par la militarisation de toute la vie. Le bulletin de la Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs nous apprend que le ministre anglais de la guerre s'est pris d'un beau zèle pour les choses scolaires. Lui-même nous en dira le pourquoi :

Il convient d'entretenir chez les enfants l'espoir que ce désastre (la guerre) pourra être évité, mais il ne faut pas leur cacher, d'autre part, qu'il y a fort peu de chances que cet idéal puisse être atteint au cours des années qui vont venir... L'école devrait les préparer, dans une certaine mesure, aux devoirs qu'ils peuvent être appelés à remplir. Un entraînement de ce genre doit toujours rester facultatif. Il aura trois buts en vue : inculquer l'esprit de discipline, donner la formation physique, faire comprendre aux garçons qu'ils sont au service d'une bonne cause.

On a vite compris que sous ces termes mesurés, le ministre de la guerre veut tout simplement arriver à la formation prémilitaire. Et personne ne croira au caractère facultatif de cette formation. Toutefois, et c'est à leur honneur, les instituteurs présentent une sérieuse résistance et se refusent à entrer dans les vues du ministre de a gurre. Espérons que celui-ci devra remiser son projet dans le magasin des accessoires.

ARGUS.

Les discoureurs.

M. Eden a parlé, M. Blum a parlé, et paraît-il leurs propos ont été admirables, mais en attendant ils continuent à ne rien faire comme depuis plus de six mois. Ils sont tellement satisfaits d'avoir raison qu'ils peuvent en toute tranquillité laisser les autres agir à tort. La farce tragique peut durer longtemps encore, tragique parce que chaque jour qui s'écoule cadavres et ruines s'entassent. Mais de cela, ils ne paraissent guère s'émouvoir, dans un optinisme béat que le *Times* rend fort bien par ces lignes :

Les nouvelles de Berlin et de Rone ne sont pas bonnes, mais les raisons en aveur d'une non-intervention réelle sont tellement fortes que celle-ci pourrait à peine rencontrer une résistance plus longtemps. Sans parler du péril qu'elle crée pour la paix internationale, il est clair qu'aussi longtemps que l'assistance étrangère sera donnée à un côté, cela stimulera l'envoi de l'aide à l'autre, et ainsi les deux interventions s'annuleront mutuellement en ce qui concerne leur effet sur les batailles actuelles.

Les nouvelles ne sont pas bonnes, mais la raison voudrait qu'elles le soient, et alors il ne reste qu'à attendre que la force ne rencontrant aucune opposition de la rai son veuille bien se rendre à celle-ci. Ne pensez-vous pas qu'il s'agit d'une raison qui déraisonne quelque peu ?

Révolution idéale.

Nosu relevons dans *Rectitude*, organe pacifiste, sous la signature de H. Tricot, ces lignes :

Oui, je persiste à croire à la nécessité pour en finir avec la guerre, d'une révolution qui abattra jusqu'en ses plus infimes fondements, le régime capitaliste fauteur de la guerre qui se prépare comme il le fut de la précédente. Mais ce que je crois aussi c'est que sans des hommes ayant atteint, dans leur évolution morale, la spiritualité altruiste des objecteurs de conscience, toute révolution est vouée au plus sanglant échec.

Evidemment, chacun de nous souhaiterait une plus haute évolution morale, mais les révolutions ne se font pas au jour qu'il nous plaît de choisir, elles nous sont imposées ou peuvent même être favorisées par des moments psychologiques. Ainsi au lendemain de la grande guerre la mentalité populaire s'y prêtait sinon malheureusement celle des chefs soialistes. Et en Espagne la révolution a été tout à coup imposée par le fascisme même, sans qu'il soit possible de la retarder d'une seule heure. Le progrès social bien calculé, réfléchi et ordonné ne s'est jamais vu.

SOPHISME

C'est celui que nous relevons dans cette affirmation de M. Julien Benda :

L'Allemagne est-elle une démocratie? Evidemment non, si celle-ci est la liberté de la pensée, les garanties individuelles, la reconnaissance des droits de l'homme et du citoyen (de tous les citoyens). Mais la démocratie n'est pas uniquement cela; elle est encore (peut-être surtout) le gouvernement représentatif du grand nombre. Alors, le gouvernement hitlérien est parfaitement démocratique. On oserait presque dire qu'il l'est plus que le nôtre, où les chefs de l'Etat ne sont pas élus au plébiscite.

C'est ce qu'avait déjà dit, à peu près dans les mêmes termes, Mussolini lui-même. Pauvre sophisme, d'ailleurs, car il ne saurait être question de choix, d'élection, de représentation réelle, si précisément le grand nombre a été empêché par le terrorisme d'exprimer une autre opinion, de proposer une autre représentation, d'avoir une action autre que celle imposée par la dictature. Lénine avait, d'ailleurs, dit brutalement: « Ce n'est pas la majorité qui donne le pouvoir; c'est le pouvoir qui donne la majorité. » En effet, Mussolini, Hitler et Dollfuss n'ont eu la majorité qu'après le pouvoir. Plus un gouvernement est tyrannique, plus il étouffe toute manifestation de la libre conscience et plus il peut facilement se faire plébisciter.

M. Julien Benda dit encore :

Les dictatures, bien qu'elles suppriment les libertés, sont parfaitement bien des démocraties dès l'instant que cette suppression est consentie par la majorité de la nation. Si on le nie, autant soutenir que nous n'étions pas en démocratie pendant la guerre parce que nous acceptions la censure, la suspension de garanties individuelles, l'état de siège. Ce qu'on pourrait dire, c'est que les dictatures sont des démocraties qui se considèrent toujours en état de guerre.

Au vrai, on ne conçoit plus aujourd'hui, dans le monde civilisé, aucun gouvernement qui, au sens que je viens de dire, ne soit démocratique, j'entends qui pourrait longtemps vivre en ayant contre soi la majorité de la nation. Il est un point toutefois sur lequel les gouvernements sont spécialement tenus d'être démocratiques: c'est précisément la question de la guerre. Je défie aucun gouvernement actuel, dictatorial ou autre, de faire la guerre, si vraiment son peuple ne la veut pas.

Remarquons d'abord que la suppression des libertés n'est jamais consentie, mais imposée par une machine policière et militaire formidable. Quant à l'état de guerre, à l'état de siège, il n'est évidemment pas un état de démocratie. Et M. Benda qui lui-même souligne que *les dictatures sont des démocraties qui se considèrent toujours en état de guerre*, ne fait que reconnaître précisément l'incompatibilité entre dictature et démocratie. L'état de guerre est l'état le plus anormal qui soit, et les dictatures doivent précisément le maintenir, car toute normalisation amènerait rapidement leur chute.

Quant à prétendre qu'un gouvernement ne peut vivre sans avoir pour lui la majorité de la population, c'est oublier cette vérité historique que tout gouvernement n'a jamais été, sauf parfois en période révolutionnaire, que la domination d'une minorité. Depuis des millénaires les peuples sont tenus en laisse par la terreur. L'amour combien légitime de sa guenille fait endurer bien des choses; mais ne faisons pas de ce qui est subi ce qu'on veut.

Ah! oui, mais si vraiment le peuple ne voulait pas la guerre! Même en ce cas, il devrait la faire contre ceux qui la lui imposent. Quelque chose de semblable se passe actuellement en Espagne. Il est, par exemple, fort douteux que le peuple italien voulait intervenir dans la guerre mondiale — plus d'un million de réfractaires et déserteurs paraissent le démentir — mais une minorité de fascistes avant la lettre ont réussi à la lui imposer.

M. Julien Benda en arrive à cette conclusion :

En somme, sous des noms divers, ne s'affrontent aujourd'hui que des démocraties, des volontés collectives. Seulement, les unes, avides et mécontentes, acceptent la guerre, pour ne pas dire la veulent; les autres, relativement satisfaites, paraissent admettre de presque tout céder si on ne les menace pas directement. La conclusion s'impose et mon âme serait très noire si je ne savais que mille éléments du problème international m'échappent et que les déductions de la logique sont à peu près toujours soufflетées par l'histoire.

Volontés collectives, soit — celles de castes l'étant aussi — mais non volontés de majorités proprement dites. Cela dit, cette conclusion nous paraît répondre à la vérité. Et malheureusement parmi ceux qui admettent de presque tout céder même menacés directement, il y a bon nombre d'hommes se croyant révolutionnaires. Il leur semble que plongés au fond de l'abîme, ils pourront plus facilement en remonter. M. Benda pour ne pas désespérer s'en réfère à son ignorance et à l'illogisme des événements. Faisons comme lui, mais en travaillant quand même d'arrache-pied pour influer sur ces événements.

Force de caractère

Nous n'entendons pas parler ici de tel ou tel cas particulier, mais d'un ensemble de faits qui nous permettent de dire que parmi les forces dont paraissent manquer nombre de militants du mouvement d'émancipation sociale, il y a la force de caractère.

Prenons trois pays où le socialisme avait atteint un développement considérable, formant, sinon un parti ayant la majorité sur les autres réunis, le parti le plus nombreux. C'était précisément le cas en Allemagne, Autriche et Italie. Dans ces pays le socialisme a été balayé du jour au lendemain et de ses millions d'adhérents il n'en reste que quelques dizaines de mille sur la route de l'exil. La grande majorité, inutile de cacher la vérité, ont passé à l'ennemi et le soutiennent. Ils n'ont pas même su s'en tenir à une réserve de neutres et contribuent à former les masses acclamant les bourreaux de leurs camarades.

La chose ne peut s'expliquer par un changement d'opinion, découlant du fait que les régimes fascistes auraient donné plus d'aisance et de sécurité aux populations. C'est le contraire qui est vrai, la misère a augmenté avec la servitude et, à part une poignée d'aventuriers profiteurs du régime, chacun a vu sa situation empirer.

Il y a, il est vrai, le terrorisme auquel il n'est pas facile de résister; mais ce terrorisme n'a pu que se développer pendant un certain temps et, à son début, il pouvait et devait être attaqué et vaincu. Au lieu de cela, le mot d'ordre a été de ne pas répondre aux provocations.

C'est la propagande faite, entr'autres, par le *Volksrecht* de Zurich, où a pu se passer ce fait qui paraîtrait inouï. Un seul frontiste, avec un paquet de tracts insultant la social-démocratie et le bolchevisme, a pu librement les distribuer au Bureau de contrôle des chômeurs, où il y a toujours au moins une centaine d'ouvriers, sept mille devant y défiler de 8 à 17 heures. Il s'est même plu à déclarer qu'il aurait bien voulu en souffleter plus d'un s'il n'était pas seul. Personne n'a su le remettre en place et le chasser, avec toute la vigueur nécessaire, comme il l'aurait mérité. Est-ce la misère même qui rend les gens si veules et si résignés ?

Il y a, nous hâtons de le reconnaître, de belles exceptions à cette règle. Nous faisons allusion ici à ces ouvriers qui se sont battus matériellement contre le fascisme, puis vaincus par le nombre, ont dû s'expatrier. Ils ont alors connu une série de persécutions, expulsés de toutes parts, n'ayant matériellement plus un coin de terre où s'arrêter en sécurité, sans pourtant jamais s'avouer vaincus. Et lorsque la guerre au fascisme a été déclarée en Espagne, ils furent parmi les premiers à y accourir et à gagner le front pour reprendre héroïquement la lutte.

Nous avouons ne pas comprendre le cas de militants de parti, réduits au pire désespoir par le simple fait de perdre une place, avec toute probabilité, d'ailleurs, d'en retrouver une autre, moins lucrative peut-être.

Quoi de plus banal que la guillotine sèche, qui a fonctionné de tout temps contre les militants d'avant-garde ? Le socialisme devrait avoir aussi le sens de dévouement et de sacrifice. Les coups sont en somme le lot, nous dirions presque naturel, de tout militant.

Faisons abstraction des ouvriers proprement dits, n'avons-nous pas vu de vieux et jeunes professeurs, ingénieurs, avocats, techniciens, etc., quitter une vie aisée, études, milieu, famille ainsi que les plus sûres promesses d'avenir, pour courir, leur carrière brisée, les routes de l'exil ? Leur nombre n'a pas été grand, mais cela fait paraître leur acte encore plus méritoire.

Le socialisme a été vaincu parce que ses adeptes manquaient pour la plupart de force de caractère. Et certains spectacles ne nous paraissent guère faits pour rassurer sur la résistance qui serait opposée en Suisse à une tentative fasciste. Il ne faut ni insensibilité aux coups, ni excessive sensibilité. Nous devons être assez sensibles pour savoir les rendre, sans en être toutefois accablés.

C'est donc une question de force de caractère qui se pose. Le spectacle de ces grandes villes à majorité socialiste, fournissant du jour au lendemain des masses compactes pour acclamer le nouveau maître qui vient de les plonger dans la servitude, la misère et l'abjection ne devrait pas être possible. Un homme sans caractère est un homme sans boussole, qui pourra être entraîné aux pires bassesses et infamies.

Un fort caractère en impose toujours et n'apprenons-nous pas que la résistance antifasciste en Espagne, quoique présentée par une presse dirigée sous un faux jour, a fait naître en Italie de grandes espérances et suscité des sympathies, auxquelles nous étions loin de nous attendre? Sans doute elles ne peuvent encore exploser, mais leur existence est signalée un peu partout.

Fortifions donc nos caractères, et que l'ennemi sache que nous sommes prêts à une fière résistance, dont nous lui devons donner l'exemple dès qu'il s'aviserait de nous attaquer.

André Canderay

Il n'avait que 22 ans, ce citoyen suisse, et se trouvait à Paris pour suivre un cours d'études, lorsque ayant appris que l'un de ses amis, anarchiste, s'était engagé volontaire pour aller combattre sur le front espagnol le fascisme international, il prit la décision, qu'il mûrissait depuis quelque temps, de se joindre à son ami, quittant une vie tranquille et renonçant à un bel avenir que son intelligence lui assurait certainement, pour courir tous les risques et braver tous les dangers.

Il s'enrôla sans tarder dans la Section italienne de la colonne Ascaso et participa à l'attaque d'Almudevar, comme milicien du bataillon d'assaut commandé par le camarade Cieri. Il tomba blessé à côté d'autres camarades: Golinelli, Cozzucoli, Crisai, Pagani, Silvestrini et nous en oublions. Plus chançard qu'eux, il s'en était tiré avec une légère blessure à un genou. Transféré à l'hôpital de Lérida, il espérait et nous espérions qu'il en serait sorti peu après pour se rendre quelques jours en permission chez ses parents. Hélas ! nous ne savons quelle complication infectieuse l'a tué en quelques jours, brisant ses espoirs les plus chers et sa forte constitution.

Que le souvenir de la grande cause à laquelle notre jeune ami a sacrifié sa vie puisse alléger la douleur de ses parents, amis et camarades. Il est navrant de songer combien d'autres cruelles pertes nous aurons à enregistrer au cours de cette guerre que l'infamie de tout un monde fascistisé impose à tous les hommes avides de liberté. Mais que de grandeur, en face de l'abandon ou de l'hostilité des plus grandes puissances, offre l'exemple de ces poignées de héros qui ont bravé et bravent encore tout dans une lutte à mort pour la justice !

La prêtraille.

Nous n'avons jamais pris au sérieux les persécutions contre les catholiques d'Allemagne. Religion = réaction. Il peut y avoir, comme il y a eu en Italie aussi, des tiraillements entre l'absolutisme religieux et l'absolutisme politique, mais l'un explique l'autre et l'entente finit par se faire, quelques questions de préséance résolues.

C'est ainsi qu'une fois de plus l'épiscopat allemand déclare vouloir appuyer le régime naziste. Il le fait en termes précis :

Le Fuhrer chancelier Adolf Hiller a vu venir de loin le bolchevisme et il s'est appliqué à écarter ce danger épouvantable de notre peuple allemand et de tout l'Occident. Les évêques allemands estiment qu'il est de leur devoir d'assister dans cette lutte le chef du Reich allemand, avec tous les moyens sacrés qui sont mis à leur disposition.

L'épouvantail bolcheviste est devenu le prétexte aux pires canailleries. A remarquer qu'à force de le dénoncer à tort et à travers, on ne fait qu'ôter de la valeur aux critiques fondées que les hommes sincères ne peuvent manquer de faire. La bourgeoisie doit en réalité une fière chandelle au bolchevisme, qui, une vingtaine d'années durant, a travaillé avec une rage folle à semer dans le monde ouvrier haines, divisions, luttes fratricides. Le résultat a été tel que tout à coup au lieu de l'antagonisme universel, il s'est mis à prêcher la plus absurde embrassade générale, n'en excluant pas même les prêtres.

C'est quelque peu grotesque et la prêtraille allemande, après avoir été passablement étrillée par le nazisme, ne manque pas de lui offrir tous ses sacrés moyens à ajouter à la hache du bourreau et aux camps de concentration contre le bolchevisme, entendez toute aspiration à l'affranchissement.

Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Tant mieux si l'Eglise veut faire délibérément figure d'alliée et de complice des pires tyrannies. Plus les travailleurs la verront se dresser contre eux pour appuyer les pires oppressions et usurpations, plus ils seront amenés à en reconnaître l'imposture. Et le jour du règlement des comptes — qu'il ne faut jamais désespérer de voir venir — tâchons que celui de l'Eglise ne soit pas oublié. C'est un compte millénaire.

Deux drapeaux monarchiques et trois millions de pesetas.

Nous empruntons à Solidaridad Obrera, *paraissant à Barcelone:*

Au domicile de Rosina Upon, Diagonal, 363, se réunissaient un groupe de fascistes de la cinquième colonne barcelonaise.

Les agents d'investigation et vigilance de la Généralité de Catalogne s'informèrent de ces réunions avec l'idée d'y assister... Toutefois, le jour où la police survint il n'y avait pas de réunion, ou les fascistes prévenus, l'avaient-ils renvoyée à un autre jour.

Les agents d'investigation demandèrent à Rosina pourquoi ses amis n'étaient pas là.

— Mes amis? répondit Rosina. Je n'ai pas d'amis... Mon seul ami est le Christ.

Les agents ne se déclarèrent pas satisfaits. L'appartement confortable de Rosina et l'abondance de bouteilles de marque et de liqueurs de toutes classes dénonçaient que si le seul ami de Rosina était le Christ, celui-ci devait lui rendre visite avec ses douze apôtres.

Bref, la police décida de pratiquer une perquisition dans les magnifiques pièces délicatement parfumées de l'appartement de Rosina, découvrant dans un petit salon Louis XV, deux drapeaux monarchistes et trois millions de pesetas.

Il est à supposer qu'il se passera un bon moment avant que Rosina reçoive la visite de son ami unique... et de ses accompagnateurs.

La cinquième colonne.

Depuis quelques jours, les agents du corps d'investigation travaillent sans arrêt pour découvrir un éventuel quartier général de la cinquième colonne barcelonaise.

A la suite de laborieuses recherches pratiquées par les gars d'investigation, on procéda hier à l'occupation d'une propriété, dont les locaux d'habitation renfermaient une grande quantité d'explosifs, beaucoup de documents importants et une station clandestine de radio, installée dans un petit passage secret reliant plusieurs bâtiments.

Pour pouvoir entrer et découvrir le dit passage, il fallut enfoncer une porte protégée par deux fortes parois en maçonnerie.

Les agents saisirent, avec beaucoup d'autres choses, dont il ne convient pas de parler pour le moment, vingt-cinq caisses de dynamite blanche, d'un poids total d'une tonne, un émetteur complet de radio et plusieurs cartes topographiques et plans détaillés des routes et points stratégiques de la côte catalane.

Les agents d'investigation continuent à travailler pour découvrir complètement les activités et individus d'un centre si important d'opérations fascistes.

Solidaridad Obrera, 20.I.37.

Complaisances... fascistes.

Le 19 courant, une dépêche de Washington communiquait officiellement que, pendant l'un des récents bombardements de Malaga, des projectiles tombèrent sur le Consulat des Etats-Unis de cette ville. Le bâtiment où se trouvait installé le Consulat avait été récemment fermé.

La communication du Département d'Etat termine par la phrase suivante vraiment incompréhensible: « Comme les responsables du bombardement sont inconnus, le Département d'Etat ne formulera pas de protestation. »

Il est bon de constater qu'au moment où le gouvernement se targue d'une telle ignorance, toute la presse des Etats-Unis publie dans ses colonnes des informations relatives au bombardement de Malaga par les factieux.

Tout le monde est d'accord pour laisser faire ces bons fascistes.

Qui paie ?

Notre presse bourgeoise, soi-disant neutre et d'information, est en réalité gangrenée de fascisme, au point de prendre parti systématiquement contre la S. d. N., en faveur de tous ceux qui la bravent et en violent le covenant. Quoi de plus naturel que la presse genevoise veuille une S. d. N. devenant l'arbitre du monde, remplaçant les méthodes de violence par celles d'arbitrage pacifique? Eh bien non, c'est tout le contraire. Nous laissons de côté ici notre opinion d'anarchistes qu'il ne saurait y avoir association pacifique d'Etats, mais uniquement de peuples.

La *Tribune de Genève* écrivait dernièrement que « l'Italie cherche à provoquer entre les nations un mouvement de large compréhension politique et économique ». Il s'agit d'une Italie faisant de la propagande irrédentiste dans la Suisse italienne, en rupture de pacte de la S. d. N. et absente de Genève qui devrait être, aux yeux de journalistes genevois surtout, le terrain tout indiqué d'ententes internationales.

Tous les autres organes bourgeois écrivent de la même façon. Qui donc paie une prose si suspecte, antigenevoise en somme, aussi bien au point de vue moral que matériel ?

Guerre et révolution

Il est inutile de cacher que chez les antifascistes espagnols existe une division : les uns disent gagnons la guerre avec et pour la révolution, les autres demandent à faire la guerre laissant de côté pour l'instant la révolution.

Une première remarque s'impose : la très grande majorité de ceux qui sont tombés jusqu'à ce jour sur le front républicain ont voulu et cru donner leur vie pour une révolution; ils n'entendaient pas revenir à un régime, qui d'ailleurs ne s'était pas montré viable.

Nous savons bien que dès les premiers jours de la résistance révolutionnaire, communistes, socialistes et républicains se sont empressés d'affirmer qu'ils se proposaient de respecter la propriété et de rester dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Pensaient-ils gagner ainsi les sympathies des nations dites démocratiques? En ce cas, quelle cruelle déception! Elles s'empressèrent de décréter un boycott, qu'après nombre de discours, elles paraissent bien décidées à maintenir contre la République espagnole. Il n'y a pas eu d'autres actes de leur part jusqu'à ce jour et les nations démocratiques n'en annoncent pas non plus pour l'avenir.

Quoi qu'il en soit, sous la poussée des événements et des nécessités mêmes de la défense et en présence de l'exemple fourni par la Catalogne, quelques pas ont dû être faits sur la voie du socialisme. Mais on les regrette déjà, communistes, socialistes et républicains tancent à qui mieux mieux ceux qui voudraient poursuivre la nationalisation des industries et la collectivisation des terres. Il faut s'arrêter sur cette voie et même revenir en arrière.

Les prétextes ne manquent pas. Toute réforme d'une certaine envergure crée forcément des mécontents, nuit à quelques-uns et même irrite les bénéficiaires qui estiment n'en avoir pas tiré un assez grand bénéfice. Ajoutez que toute expérimentation nouvelle ne se fait pas sans quelques erreurs, sans quelques répercussions imprévues, dont il est facile de tirer parti pour la condamner et la réaction cachée ou ouverte ne manque pas de le faire.

L'histoire a prouvé que ce qui n'est pas réalisé pendant la durée de la révolution proprement dite par le peuple en armes, avant le retour à un régime normal, ne l'est certes pas ensuite. Au contraire il se produit un fort décalage sur ce qui a été opéré pendant la tourmente. C'est pourquoi ceux qui parlent de renvoyer la révolution à guerre gagnée, en réalité ne veulent pas de révolution du tout.

Nos camarades le sentent fort bien et dénoncent le danger de tout un travail de réaction — appelons les choses par leur nom — qui les enserre de plus en plus. Il est vraiment étrange que ceux-là mêmes qui pendant plus d'un demi-siècle ont rempli leurs programmes électoraux de collectivisme et de nationalisation, à un moment où une occasion unique se présente de les réaliser, déclarent ne pas en vouloir. Vraiment, il faut en conclure que personne n'a plus peur du socialisme que les socialistes mêmes.

Comment imaginer que le peuple espagnol aurait connu une si grande tragédie pour en revenir simplement à l'ancien régime républicain, régime qui s'étant montré impuissant à résoudre un seul des problèmes qui lui étaient posés, ne pourrait tout à coup, après l'épuisement d'une guerre et de massacres inouïs, avoir une vertu dont il n'a jamais fait preuve ?

La gauche catalane publie un manifeste, où elle reconnaît aussi la nécessité d'une profonde transformation économique, mais elle paraît vouloir la réaliser, faute d'unanimité difficilement réalisable, au moyen de votations populaires. Il est probable que la coalition des mécontents ferait alors tout « fracasser » pour employer le mot de nos camarades espagnols. Et puis de quel vote s'agit-il ? D'un vote général, universel pour chaque question, ou simplement de votes de localités, de métiers, d'associés ?

Nos camarades déclarent hautement — avec combien de raison — que la révolution doit marcher de pair avec la guerre. Les demi-mesures sont à déconseiller d'abord parce que ceux auxquels elles s'appliquent se trouvent lésés puisque d'autres y échappent, ensuite parce que la coordination nécessaire se fait bien mieux entre entreprises basées sur un même principe qu'entre entreprises de différentes natures, pouvant opposer ainsi des intérêts privés à des intérêts collectifs.

Les antianarchistes exploitent les difficultés propres à toute période de guerre — et la Suisse neutre les a connues aussi — pour en rejeter la faute sur la besogne révolutionnaire accomplie avec force et compétence par la C.N.T. et la F.A.I. Toutefois nos camarades sauront eviter toutes les embûches et faire preuve une fois de plus de cette extraordinaire vitalité dont ils ont donné déjà tant de preuves dans le passé. Et surtout ils empêcheront de dissocier la révolution de la guerre.

Notes en marge

Protection suspecte.

La presse veut bien nous apprendre que la première compagnie de volontaires pour la protection de la frontière est maintenant en service et restera sous les armes jusque vers le milieu de l'année. Les autorités compétentes ont l'intention de créer, ce printemps encore, une ou deux autres compagnies semblables pour lesquelles il sera fait appel en premier lieu à des soldats sans travail et célibataires. On projette de créer peu à peu environ dix compagnies.

Quelle frontière veut-on protéger? France et Autriche ne nous menacent guère; il s'agit donc de l'Italie et de l'Allemagne dont la politique de violation des traités, d'agressions infâmes, d'impérialisme échevelé a toute l'approbation de nos patriotes, les purs des purs. Ces patriotes sont au mieux avec les agents de Hitler et Mussolini et agissent d'un commun accord, s'appuyant mutuellement. Ils affichent, d'ailleurs, la même haine pour la démocratie et la Société des Nations et le même amour pour les régimes de dictature et de militarisation à outrance.

La Suisse, dans les affaires d'Ethiopie et d'Espagne, s'est également prononcée contre le droit international et en faveur d'une politique de force. A qui veut-on faire croire que les hitlériens et les mussoliniens de l'armée suisse nous défendront contre Hitler et Mussolini? Nous pensons qu'il s'agit surtout d'avoir une petite armée permanente sûre à employer contre l'ennemi de l'intérieur. Tel colonel n'a-t-il pas dit qu'avant de marcher à la frontière, c'est cet ennemi qu'il comptait bien abattre ?

Bourgeois mécontents.

Nous lisons dans une correspondance de Berne au *Journal de Genève*, dirigée contre le gouvernement fédéral :

On pourrait se consoler de payer le lait un centime de plus par litre. On prend moins aisément son parti de l'état d'esprit que dénote la décision. Les solutions de facilité sont toujours à l'honneur. Ce n'est pourtant pas gouverner que d'avoir seulement deux tours dans son sac: le recours au pressoir fiscal et le sacrifice du consommateur.

Le troisième tour, bien entendu, l'incomparable tour, c'est le sacrifice du producteur par la baisse encore et toujours des salaires.

Ces messieurs ne paraissent pas contents, mais pas contents du tout du gouvernement actuel, et le correspondant termine ainsi sa critique :

Il est évidemment illusoire de compter, pour réussir la dévaluation, sur ceux qui avaient raté la déflation. Pour redresser l'économie suisse, il faudra une autre politique que celle que dirige, ou plutôt que subit le Conseil fédéral. Il y faudra certainement aussi d'autres hommes.

C'est un régime fasciste qui est souhaité, propre à nous donner la prospérité de l'Italie, de l'Autriche et de l'Allemagne! La dévaluation, pas plus que la déflation ne pouvaient réussir, parce qu'il s'agit d'expédients vulgaires, mais rien ne saurait désormais plus rétablir un équilibre définitivement rompu. Il est vrai que pour le *Journal de Genève* l'essentiel est d'écraser le pauvre monde, de lui ôter même le droit de se plaindre. Dès lors la paix sociale existe et il est permis de se livrer aux spéculations les plus profitables sans avoir à craindre d'ennuyeuses dénonciations.

Par des anarchistes ?...

La presse a publié la dépêche suivante:

Bruxelles, 23 janvier. — On mande de Mons qu'un gréviste a tenté de précipiter un wagonnet au fond d'un puits, au charbonnage de Hornu, au moment où une benne contenant 22 travailleurs remontait au jour. Des ouvriers ont réussi à arrêter le wagonnet au bord du puits, sauvant ainsi l'équipe de travailleurs d'une mort certaine. Le gréviste a déclaré qu'il avait été poussé à commettre son acte par des anarchistes.

Par des anarchistes... c'est un peu vague et nous mettons plus qu'en doute la véracité de cette instigation. Les anarchistes, tout en ne nourrissant guère de sympathies pour les kroumirs, ont toujours enseigné qu'il était préférable de s'en prendre directement au patronat et à ses garde-chiourmes plutôt qu'à de tristes exploités, pouvant agir par peur du lendemain et par cette lâcheté qui découle si souvent de la misère. Une fois pris le pli de s'abaisser, de se soumettre, il n'est pas facile de savoir se dresser tout à coup...

Les camarades doivent fréquenter les réunions de leurs Groupes.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

Voleurs de morts...

Voici une nouvelle qui nous dit les sombres extrémités auxquelles peut être réduite notre triste humanité :

Versailles, 23 janvier. — Il y a quelques jours, des malfaiteurs se sont introduits dans la propriété de Balaincourt et ont profané la tombe de sir Basile Zaharoff. La pierre tombale a été descellée et les vandales se sont attaqués au cercueil. Mais sans doute faute d'un outillage suffisant, ils n'ont pu parvenir à leurs fins. On croit qu'ils avaient surtout l'intention de fracturer le cercueil de Mme Zaharoff, qui est inhumée dans le même tombeau pour s'emparer des bijoux de grande valeur dont était parée la défunte.

Demander la vie à la mort, quoi de plus atroce? Vouloir spolier les cadavres d'êtres qui ont été de leur vie les pires spoliateurs n'en a pas moins une signification terrible. Les Zaharoff n'ont-ils pas dû leur richissime existence à un commerce se proposant pour but de semer des millions de morts? Les cadavres leur ont tellement profité que devenus cadavres à leur tour, d'autres ont pensé les trouver très profitables aussi. Histoire macabre, propre à bien des réflexions !

GENEVE

Place aux nationaux!

Un suicide, quelques déplacements et quelques destitutions vont permettre au nouveau gouvernement fasciste de faire place à plusieurs nationaux. Le parti clérical surtout en aura sa large part, car, selon les doctrines de l'Eglise, le pauvre monde doit être mené le plus durement possible au paradis.

Expulsion A Prato.

Comme il fallait s'y attendre, cette expulsion a été maintenue à l'unanimité du Conseil d'Etat. Nous avouons que l'attitude du *Travail* — voulant espérer envers et contre tout et témoignant ainsi nous ne savons quelle confiance à des individus qui depuis longtemps ont fait leurs preuves de n'en mériter aucune — nous déplaît particulièrement.

Lorsque des années durant, on s'est plu à une intransigeance plus de mots que de faits d'ailleurs, c'est ridicule de venir tout à coup patronner un Front populaire, dont les éléments, à Genève surtout, manquent. Le « nouveau tournant » bolcheviste a bien tourné quelques électeurs, mais vers une bourgeoisie qui est pourtant si peu attrayante avec toutes ses haines et turpitudes !

Pour les fraudeurs du fisc.

Une loi exonérant des droits de mutation et de succession les étrangers voulant bien élire domicile à Genève vient d'être proposée au Grand Conseil et sera sans doute votée par la majorité bourgeoise. Il s'agit d'attirer à Genève le plus de riches possible. C'est pourquoi avec les facilités offertes aux riches, il y a les dificultés augmentées pour les pauvres. En raison de votre bourse, vous êtes désirables ou indésirables. Et de ces derniers, M. Balmer a manifesté son intention d'en expulser 500, nous disons bien cinq cents.

Tout cela pour combattre le hideux matérialisme et exalter les valeurs spirituelles; pour supprimer la lutte et introduire la plus fraternelle collaboration de classes.

Contre l'Espagne.

Les polices fédérale et cantonale sont sur les dents. Il s'agit d'empêcher tout départ pour l'Espagne, et naturellement arrestations et perquisitions se suivent, même lorsqu'il n'y a pas de *délit commis*, mais qu'il aurait pu l'être.

Nous avons parlé de ce jeune Schaffhousois qui avait été arrêté et mis au secret, simplement pour s'être rendu à Lyon et en être revenu. Le malheureux essaya de se suicider en prison en s'ouvrant une veine, mais surpris par un gardien et transféré à l'hôpital, il put être sauvé. C'est alors que le Procureur fédéral le fit conduire et emprisonner à Schaffhouse. Depuis nous ne savons ce qu'il en est advenu.

Ces derniers jours d'autres arrestations ont été opérées, parmi lesquelles celle d'un fonctionnaire communiste, Henri Trub, mis lui aussi au secret. Chose curieuse, les communistes n'ont jamais été autant persécutés en Suisse que depuis qu'ils sont devenus patriotes, réformistes, collaborationnistes, etc. Il a toujours fallu à la bourgeoisie un épouvantail et pour le moment les fascistes helvétiques, à l'exemple de Mussolini et de Hitler n'en voient de meilleur que le bolchevisme.

Le voleur court.

L'ex-consul d'Espagne, fasciste notoire, avant de vider les lieux, avait volé un document qu'il offrit d'abord au *Journal de Genève*, ensuite à M. Géo Oltramare, qui s'empressa de le publier.

Sur plainte pénale entièrement fondée pour vol et recel de document volé, M. l'ex-consul n'a pas été arrêté et son receleur non plus. Une fois le voleur bien loin de Genève, M. le juge d'instruction s'est dit qu'il avait à lancer un mandat d'amener contre lui.

L'affaire sera classée ou *oubliée*, comme l'affaire Miéville ou Moriaud et ce n'est toujours que le pauvre monde qui prendra le chemin de Saint-Antoine. N'est-ce pas déjà un mérite digne de toutes les considérations que celui d'être riche, alors que le fait d'être pauvre ne peut que vous diminuer dans l'estime des gens, si bien que les juges n'ont plus à se gêner pour vous faire coffrer avant même de savoir si vous pouvez être coupable.

Réfugié politique.

Pour justifier l'expulsion de M. A Prato, l'argument principal invoqué c'est qu'il s'agit d'un réfugié politique, d'un « toléré » qui doit satisfaire en tout les maîtres du pays et surtout leur façon de penser. Les scribes de la presse bourgeoise déclarent après cela que la liberté d'opinion n'est nullement en jeu et que l'expulsé n'est pas coupable pour ce qu'il a pu écrire dans des journaux étrangers, mais en tant que « rédacteur d'un journal qui, du moins par l'endroit où il paraît, peut être considéré comme un organe suisse ».

Que conclure sinon que la presse suisse se trouve davantage muselée que la presse étrangère? Et pourtant il y a nombre de journaux en Suisse qui se sont exprimés dans des termes plus durs que M. A Prato, mais ce n'était pas à l'endroit de M. Mussolini qui décidément doit être considéré comme tabou.

Pour les réfugiés politiques, la Suisse n'est ainsi qu'une sorte de maison de tolérance, où il ne leur reste qu'à se prostituer reniant les idées pour lesquelles ils ont risqué leur vie et renoncé à prébendes, honneurs et tranquillité.

Sept millions.

Le régime du redressement financier nous vaut un budget clôturant par sept millions de déficit. A remarquer qu'il s'agit d'une population d'environ 180 mille habitants. Comme fiche de consolation, les bons contribuables sont avisés qu'il s'agit d'un budget de transition. La transition se fait d'une dette à une plus forte dette, après quoi s'opérera le miracle de la disparition du déficit. Comprenne qui pourra, mais cela revient à dire que le mal s'étant aggravé, il sera plus facile de le guérir. Comment sera possible dans une année avec sept millions de dettes en plus ce qui ne l'est pas aujourd'hui ?

N'insistons pas. Les bons électeurs et contribuables en avalent bien d'autres.

Surveillance policière

Depuis quelque temps, nous nous voyons soumis à une plus étroite surveillance. Cela ne nous émeut guère, mais si nous osons donner un conseil aux zélés policiers cantonaux et fédéraux, c'est de s'éviter les longues attentes, particulièrement désagréables en cette saison et de s'attabler chez un bistro à jouer aux cartes, puis de rédiger des rapports fantaisistes. Ils le sont d'ailleurs tous plus ou moins.

Pour nos camarades d'Espagne

Total général précédent	Fr 4686.90
Berne: Domenico 1.05, Ghiringhelli 2, Bianchi 10	13.05
Vila Pery: Bosazza e Scribante	212.60
Zurich: liste 65 Rivolta	22.—
Total	Fr. 4934.55

Le total général précédent a été diminué de fr. 32.20, montant d'une souscription faite à Schaffhouse et qui était destinée au journal.

Comment entendre la démocratie.

Art. 33. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

Art. 34. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

Art. 35. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Déclaration du 23 juin 1793.

Comité d'entr'aide aux victimes politiques et à leurs familles. Demander listes de souscription : Bersot, 10, rue Cavour, Genève. Compte de Chèques postaux I.7185.